

L'AGENCE D'EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER

DEMANDE DE RENVOI DU RAPPORT ANNUEL AU COMITÉ
PERMANENT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. La semaine dernière, je lui ai demandé s'il était prêt à consulter le leader de la Chambre afin de soumettre le rapport annuel de l'Agence d'examen de l'investissement étranger à l'examen du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques. Le ministre est-il en mesure de répondre à cette question aujourd'hui?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je peux y répondre, dans la mesure où j'ai discuté avec le leader de la Chambre des affaires à étudier avant l'ajournement, soit, j'espère, le 19 décembre. Il a été convenu, de façon générale, que nous ne pourrions pas examiner le rapport avant cette date, mais je veillerai à ce qu'il soit renvoyé au comité au début de l'an prochain car cela semble sensé et approprié.

* * *

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

DEMANDE DE RELEVÉ DES ENDROITS DANGEREUX, CAUSES
D'ACCIDENTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre si, dans le cadre de la guerre contre le crime et les accidents en général, il tiendra compte des 6,000 personnes tuées sur les routes canadiennes l'an dernier et des 160,000 personnes mutilées ou handicapées à vie? D'autre part, nous dirait-il si une enquête sera menée pour déterminer les endroits dangereux qui sont la cause de la plupart de ces accidents au Canada.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je crois que cette question est très importante mais je ne pense pas qu'une telle enquête puisse être menée par le gouvernement fédéral même dans le cadre de la guerre contre le crime. Je parlerai certainement de cette proposition avec mes collègues pour voir si le gouvernement fédéral peut faire quelque chose. S'il n'y peut rien, peut-être les provinces pourraient-elles collaborer à appliquer cette proposition.

* * *

[Français]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE PROGRAMME ANTI-INFLATION—L'ASSUJETTISSEMENT DES
OFFICES DE MISE EN MARCHÉ DU QUÉBEC AU BILL 64

M. Serge Joyal (Maisonnette-Rosemont): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Peut-il dire à la Chambre s'il a pu vérifier auprès du gouvernement du Québec si le bill 64 soumet aux lignes directrices les offices de mise en marché de cette province, et dans l'affirmative, a-t-il l'intention de faire des instances auprès du gouvernement du Québec pour que les lignes directrices obligatoires s'appliquent aux offices de mise en marché provinciaux?

Questions orales

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme je viens de le dire, nous proposerons demain aux gouvernements provinciaux un régime de contrôle des agences par les provinces elles-mêmes de la même façon que nous proposons de contrôler les agences fédérales.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PRÉSENTATION DES LETTRES DE CRÉANCE DU NOUVEL
AMBASSADEUR DU CANADA À PARIS—LE MOTIF DU RETARD

M. l'Orateur: Le député de Saint-Hyacinthe a la parole.

Des voix: Bravo!

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Je remercie les députés des deux côtés de la Chambre de leurs bons souhaits. Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne un sujet très important, les relations franco-canadiennes. Le ministre peut-il nous renseigner au sujet de notre ambassadeur à Paris qui fait toujours le poireau et peut-il aussi nous dire si nous pouvons attendre, à la suite de la prochaine visite à Paris de notre ministre de l'Industrie et du Commerce, homme très capable, que cette situation gênante sera réglée une fois pour toute?

● (1440)

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je tiens à assurer le député que la situation n'a rien de gênant. L'ambassadeur canadien auprès du gouvernement français n'a pas encore présenté ses lettres de créance. La date proposée pour cette cérémonie a été retardée comme pour plusieurs autres ambassadeurs qui devaient présenter leurs lettres de créance le même jour à la demande du président en raison de ses responsabilités administratives à la fois en France et à l'étranger. J'aimerais que le député ne tire pas de conclusions injustifiées de ce retard parfaitement normal dans les circonstances.

M. Wagner: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire. Le ministre aurait-il l'amabilité de nous dire si les lettres de créance seront présentées avant le règlement de la grève des postes?

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA POSSIBILITÉ DE NÉGOCIATIONS CANADO-AMÉRICAINES
AU SUJET DE LA RADIODIFFUSION ET DU BLOCAGE DES
ANNONCES PUBLICITAIRES

M. Jim Balfour (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre a-t-il reçu une demande de pourparlers intergouvernementaux avec les États-Unis au sujet de la politique canadienne de radiodiffusion en général et plus particulièrement de la politique du CRTC à l'égard du blocage des annonces publicitaires?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous avons discuté de cette politique à l'occasion de la visite de M. Kissinger à Ottawa il y a quelques semaines. On a alors convenu d'entamer des pourparlers à condition que cette